

La transmission des informations économiques à l'ère d'Internet

Internet a été une véritable révolution pour les utilisateurs des informations économiques et pour les praticiens; par ce dernier terme, on entend les journalistes, les entrepreneurs, les administrations publiques, les associations et les profanes qui s'intéressent à ce sujet. Ce bouleversement est de quatre ordres: il a porté sur l'accès, le rythme, le volume et, certainement, la qualité du savoir économique. Le canal de transmission, c'est-à-dire Internet, n'est pas le seul à s'imposer puisqu'il faut aussi lui ajouter la numérisation de toutes les informations, la transparence de la comptabilité et l'accès aux sources étatiques garanti par la loi.



Il y a évidemment beaucoup de redondances et de déchets sur Internet. Le réseau est-il pour autant devenu un labyrinthe? Pas si l'utilisateur se laisse guider par ses connaissances préalables. Ainsi, la hiérarchie classique des connaissances demeure étonnamment stable à l'ère d'Internet.

Photo: Hannes Saxer

Comment était-ce dans le temps?

Il y a vingt ans à peine, la recherche d'informations économiques était plus lente et plus difficile. Si l'*Herald Tribune* publiait trois lignes sur une nouvelle loi sur l'environnement en Californie, on allait alors à la centrale téléphonique internationale de la poste principale – si on avait la chance d'habiter dans une grande ville – pour chercher l'adresse de l'Office de l'environnement dans l'annuaire de Sacramento; puis, on rentrait à la maison et on écrivait une lettre. Six semaines plus tard, avec un peu de chance, on recevait la loi par la poste, éventuellement un communiqué à ce sujet ou peut-être même rien. Ce n'était pas grave puisque personne d'autre en Suisse n'avait cette loi, aucun journaliste, aucune association, aucun service officiel. On procédait de la même façon pour obtenir des études de la Banque mondiale ou des universités, pour les rapports annuels des entreprises suisses et étrangères et pour des documents provenant des autorités administratives.

Aujourd'hui, si un service officiel, une entreprise ou un journaliste veut se faire une

opinion sur le sommet raté de Copenhague qui a eu lieu en 2009 sur le changement climatique, il lui suffit de cliquer sur les sites Internet des différents pays; même la position de la Chine peut être consultée instantanément et en anglais sur www.gov.cn. En une petite heure, on peut se constituer un panorama des positions qui aurait nécessité plusieurs semaines il y a 20 ans. La Russie et la Chine seraient restées à l'écart de nos recherches ne serait-ce que pour une question de langue.

Un labyrinthe, Internet? Il faut savoir trier

Internet explose sous le nombre d'informations; nous incluons le «savoir» dans ce terme sans nous interroger sur la différence entre information et savoir. Beaucoup déplorent que cette surabondance ait transformé Internet en labyrinthe, car, comme dit l'adage, «trop d'informations tue l'information». Ce constat n'est plus vraiment actuel, puisqu'un phénomène étonnant s'est produit: la hiérarchie classique des sources d'informations et de connaissances demeure.



Beat Kappeler
Journaliste indépendant,
collaborateur du
«Temps» et de la
«NZZ am Sonntag»,
Hinterkappelen

Encadré 1

Comment s'informait-on sur l'UE en 1988?

Au début de l'été 1988, je signalais au rédacteur de la Revue syndicale suisse qu'à mon avis, l'Europe pourrait devenir un sujet d'actualité en Suisse et pour l'Union syndicale suisse (USS) et que je comptais faire un numéro spécial sur ce sujet. Je trouvais mes informations en lisant tous les jours le *Financial Times*, l'*Herald Tribune* et la *NZZ*. Le contenu des articles que je découpais étant souvent vague et trop général, je me suis rendu alors dans les sous-sols du Département de l'économie de l'université de Berne où quelques écrits végétaient. Par l'entremise de la Confédération européenne des syndicats (CES), le secrétariat de l'USS recevait des dossiers très sélectifs sur la politique sociale et celle du travail. Je me suis aussi abonné à un service de presse de Bruxelles qui donnait deux fois par semaine sur du papier bleu des indications internes sur les directives qui avaient fait l'objet d'une décision ou sur celles qui étaient prévues. Les ouvrages spécialisés sur l'UE avaient déjà deux ou trois ans d'âge et mentionnaient des faits qui, lors de leur rédaction, avaient déjà trois ou quatre ans. Si on avait accès aux textes complets des directives de l'UE, il fallait alors rechercher les addenda dans une nomenclature compliquée et les coller pendant des années. Pour sa part, le Bureau de l'intégration de la Confédération fournissait sporadiquement quelques documents qui concernaient la plupart du temps de petits problèmes commerciaux.

Le numéro de la revue est paru à la fin de l'été 1988 sans susciter de réaction particulière. En janvier 1989, le président de la Commission européenne Jacques Delors a lancé le débat sur un Espace économique européen. Ce n'est qu'en 1995 qu'Internet a mis les textes originaux à la disposition de tout le monde.

Encadré 2

Le présent article, un exemple de recherche sur Internet

Internet a fait des miracles déjà rien que pour cet article. Après l'exposition du Musée historique de Berne de 2009, j'avais encore en mémoire le chiffre de 17 000 lettres; je me suis alors rué sur Google où j'ai tapé «Albrecht von Haller 17 000» et la confirmation est arrivée. Le «Freedom of Information Act» (est-ce la bonne manière de l'écrire? quand était-ce?) est sorti en quelques secondes. Même sans posséder les nombreux tomes rouges du Recueil systématique du droit fédéral, on trouve instantanément son équivalent helvétique sur le site de la Confédération: LTrans, RS 152.3.

La recherche de ces trois informations m'aurait certainement pris une demi-journée avant l'ère d'Internet de sorte que j'aurais choisi la solution habituelle, c'est-à-dire une formulation plus vague. C'est pourquoi les ouvrages spécialisés de l'époque étaient approximatifs, surtout les articles de journaux, qui restaient très généraux.

Personne ne se risque à citer un quelconque blog, une bribe d'opinion sans fondement, le site d'une secte scientifique. Les universités reconnues, les scientifiques, les services officiels ou les organisations internationales restent les références comme au bon vieux temps de la lecture sur papier. Nous regardons les sources à travers le filtre des vrais acteurs de l'économie et de la société. Nous lisons sur le web des articles sur une initiative lancée par la direction d'un parti ou les contributions d'un scientifique sur un sujet brûlant ou le communiqué d'une entreprise sur une fusion.

Il y a évidemment beaucoup de redondances et de déchets sur Internet. Mais qui-conque s'intéresse à l'économie trie tout cela selon l'importance et les schémas d'interaction sociale qu'il a lui-même en tête, c'est-à-dire que ses connaissances préalables de l'économie et de la société le guident dans l'utilisation qu'il fait d'Internet. De cette manière, on peut faire la distinction entre information et savoir; en effet, il faut posséder un certain savoir économique pour opérer un tri sélectif dans le foisonnement d'informations que l'on trouve sur Internet.

Ces considérations sont aussi un message rassurant pour les écoles secondaires et les hautes écoles. Contrairement à ce que beaucoup pensent encore, il serait faux de croire que les écoliers et les étudiants sont d'abord des utilisateurs d'Internet, en encourageant l'informatique sous cette forme. Les jeunes le font déjà d'eux-mêmes à la maison. Il est plus important qu'ils apprennent comment la société et l'économie fonctionnent, où sont les vrais intérêts, comment les processus se déroulent et qui sont les acteurs. Il vaut également mieux passer pour cela par le tableau noir que par Internet. Les connaissances doivent être acquises un stylo à la main: elles transitent, en effet, par les yeux et les oreilles avant d'aller au cerveau et elles n'y restent gravées que si on les reformule, on les lie par une «expression» et les étaye.

Numérisation du contenu

Internet n'est qu'un canal, une forme, un moyen de transporter les connaissances et les informations. Le web n'aurait rien apporté de plus s'il s'était simplement ajouté au monde du papier et du livre des années soixante et septante. La révolution s'est faite dans un deuxième temps: tous les contenus sont désormais disponibles sous forme numérique. On ne peut guère s'imaginer aujourd'hui à quel point on avait peu de livres ou d'études à l'époque ou comment ces ouvrages étaient conservés précieusement dans les bibliothèques et ce qu'il fallait payer pour les obtenir.

Les offices de la statistique des cantons et de la Confédération tenaient surtout compte de ce qui était subventionné ou servait à la taxation. Ils ont aujourd'hui leurs propres programmes de recensement, orientés sociologiquement et économiquement. Les études de la Banque mondiale, de l'OCDE et d'autres organisations étaient encore de taille raisonnable et on devait les acheter. Les scientifiques ne publiaient que des livres; les documents de travail internes des universités ne sortaient que rarement. Les enquêtes conjoncturelles n'allaient guère au-delà d'indices de prix dépassés et des statistiques du travail et des exportations. Aujourd'hui, les indices de nombreux gestionnaires des achats, les baromètres conjoncturels, la publication des taux d'intérêt ou des matières premières clignotent en permanence sur Internet. Avant, on téléphonait au département de la bourse de sa banque pour connaître la tendance du marché ou on se contentait d'écouter les cours de la Bourse à la radio. Aujourd'hui, on peut suivre les cours en temps réel dans le monde entier et acheter et vendre en ligne.

La mesquinerie qui caractérisait les vendeurs a disparu. Les études, les indices, les statistiques et des livres entiers peuvent être téléchargés gratuitement. Les modèles commerciaux ont changé, si bien que les entreprises, les universités, les offices et les auteurs étalent leurs connaissances et leur savoir-faire, ce qui leur amène des commandes, la notoriété, un statut et un profit indirect mais durable. On rejoint ici Albrecht von Haller qui, dans sa correspondance comptant 17 000 lettres, transmettait ses connaissances à ses collègues, ses concurrents et les sociétés scientifiques et recevait en retour celles qu'il voulait. Cette «république des lettres» européenne du XVIII^e siècle renaît, mais cette fois à l'échelle mondiale, en nombre infini et de façon immatérielle.

Le droit à l'information et le devoir d'informer

On arrive à la troisième vague de cette révolution: le droit d'obtenir des informations économiques. Les citoyens, les entreprises ou les associations ont aujourd'hui le droit de connaître toutes les études, décisions et procédures de l'État. Le «Freedom of Information Act» de 1966 aux États-Unis s'est répandu dans tous les pays démocratiques.

Même les entreprises sont soumises à l'obligation de fournir des renseignements. Le droit des sociétés anonymes impose une structure minimale des comptes annuels et du bilan. Des associations privées de normalisation vont encore plus loin et toute entreprise digne de ce nom doit satisfaire à cette

exigence d'information, d'autant plus si elle est cotée en Bourse. Des combats héroïques ont été nécessaires à la fin des années quatre-vingt au sein de diverses commissions fédérales pour faire comprendre aux représentants économiques suisses l'importance fondamentale de l'approche capitaliste anglo-saxonne en matière d'obligation de renseigner. L'ancien chef de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Economiesuisse aujourd'hui) aimait dire que l'économie suisse ne peut pas vivre sans réserves latentes. Dans son rapport annuel, la multinationale Hoffmann-La Roche communiquait ses recettes et ses dépenses sur deux ou trois lignes. L'obligation de renseigner ici et dans le monde multiplie des millions de fois l'information et la connaissance des faits et des processus économiques.

Avant Internet, comment pouvait-on se procurer les anciens rapports annuels des entreprises suisses? Soit on écrivait à l'entreprise en espérant qu'elle nous répondrait rapidement, soit on se rendait soi-même à la Bibliothèque nationale, aux archives économiques de l'université de Bâle ou, si on faisait partie des privilégiés, aux archives internes de l'UBS à Zurich. Les bibliothèques faisaient passer l'effort avant le prix puisqu'il fallait fouiller dans des boîtes de fiches, remplir des formulaires de commande et attendre les heures de remise des ouvrages. Pour pouvoir emporter les chiffres et les données, il fallait les recopier ou, si on avait le droit de sortir les documents de la salle de lecture, trouver une photocopieuse à proximité tout en ayant la monnaie nécessaire. On rentrait, ensuite, chez soi pour travailler en espérant qu'aucun détail important figurant dans une note de bas de page ne renvoie à une feuille qu'on n'avait pas photocopiée, sous peine de devoir recommencer la procédure.

Conséquences: de gros gains...

Cette production de données et de textes multipliée à l'envi émanant des entreprises, des organisations, des universités et des administrations alimente les «esprits synthétiseurs», qui élaborent des études, des statistiques, des sommaires et des articles. Notre société est devenue extraordinairement riche en connaissances et en synthèses. Cette richesse a des conséquences matérielles; d'abord, les professions de synthétiseurs se sont multipliées dans la science, les médias et les conseils; puis, les acteurs de l'économie sont beaucoup mieux informés et prennent des décisions en connaissance de cause, du moins espérons-le. Ces synthèses sont préparées avec davantage d'efficacité, de contrastes et de pluralisme; en un mot: elles sont

meilleures. Le bien-être matériel et hédoniste de notre société augmente nettement¹. Le *New York Times* et le *Financial Times* arrivent tous les jours sur mon PC et la *BBC*, *CNN-Money*, *Finance.Yahoo*, *Al-Jazeera*, *China Daily*, parmi d'autres, figurent dans mes signets. Nous sommes devenus un monde unique, le terme n'est pas exagéré.

... et des sacrifices supportables

La «condamnation à l'oubli» reste un facteur quelque peu déprimant pour tous ceux qui ont vécu, pensé et écrit avant l'ère Internet. Comme pour les empereurs romains déchus, on n'évoque presque plus cette période, non pas par dépit, mais parce que l'on trouvait ce que l'on cherchait seulement par la voie compliquée des bibliothèques pour alimenter les débats. Tout ce qui est concept, idée, faits se trouve déjà en de multiples endroits dans le monde redondant d'Internet. Même s'il se donne la peine de creuser, le praticien n'en retire aucun avantage supplémentaire².

De plus, le texte exhaustif est sacrifié. On voit qu'un classement systématique et intelligent en format Wikipédia suffit à remplacer de nombreux ouvrages spécialisés. L'idée principale de bon nombre d'écrits et de textes est rendue très facilement. Les articles de l'économiste Ronald Coase, prix Nobel, apparaissent sur une bonne douzaine de pages tout au plus; les trois thèses d'Albert Einstein de 1905, pourtant extraordinaires, prennent encore moins de place. Certains bons économistes de renommée mondiale livrent leurs idées, leurs documents et leur opinion du jour sur leur site. Nous n'avons plus besoin de ces gros bouquins à la présentation pompeuse. Peut-être pourrions-nous même nous passer des livres traditionnels? En effet, le monde numérique prend une nouvelle direction avec le «Kindle» – la tablette électronique fonctionnant grâce au G3 – et le téléphone mobile, qui devient un instrument universel et vers lequel convergent tous les autres appareils et tous les canaux d'information.

Le monde n'est pas devenu plus convivial pour autant. Au lieu de fouiller dans les boîtes de fiches des bibliothèques, la personne avide d'informations doit chercher pendant des heures sur tous les sites imaginables d'Internet. On ne peut plus invoquer l'excuse de n'avoir pas trouvé ou qu'une demande d'information n'est pas arrivée par la poste. Ubiquiste, instantanée, mondiale, telle est la réalité.

Encadré 3

La Vie économique, une compagne fidèle

La Vie économique est une revue qui m'accompagne depuis mes études vers la fin des années soixante. À l'époque, elle était publiée dans un gris-vert sobre et coûtait 5 francs par année. Elle ne contenait pas de messages d'accueil bienveillants signés par des conseillers fédéraux ou des notables, mais juste les statistiques objectives que publiaient la Banque nationale, l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, l'Office fédéral de l'agriculture, la Direction générale des douanes et autres. Les statistiques périodiques comme le recensement de la population ou des logements, l'indice des loyers ou l'enquête sur les prix apportaient un peu de variété. Comme ces enquêtes servaient souvent pour l'octroi de subventions ou pour la taxation, les colonies d'abeilles et les porcs ont occupé une place importante dans ce pays industrialisé qu'est la Suisse.

1 Par bien-être hédoniste, on entend les améliorations que l'on ne peut pas mesurer directement: ici le niveau d'information qui s'est nettement amélioré, le plaisir de comprendre, la passion des sources pluralistes et des débats permanents qui se jouent des frontières.

2 Il en va autrement des historiens; puissent-ils poursuivre leur travail de synthèse pour nous.